

Islamisme et réseaux sociaux : de l'assassinat virtuel au meurtre réel

Omero Marongiu-Perria
Sociologue, spécialiste de l'islam

Publié dans La Croix du lundi 16 novembre 2020

Les attentats semblent n'en plus finir de défrayer la chronique hexagonale, amenant à leur suite les lots de condamnations, de désolation et d'insistance à ne pas faire d'amalgame entre la religion musulmane et la violence extrême et mortifère dont font preuve les terroristes se réclamant de l'islam. Acquiescer à cette distinction ne doit cependant pas nous conduire à éluder la part de responsabilité de certains acteurs de l'islam, actifs sur les réseaux sociaux, dans leur stratégie de mobilisation de masse qui prend appui, principalement sur la communion émotionnelle suscitée par la mise en scène d'une prétendue islamophobie institutionnelle qu'il faudrait démasquer dans le moindre fait divers, quitte à tricher avec la réalité des faits incriminés. Le cas de Samuel Paty est symptomatique de cette démarche aux conséquences pernicieuses. L'enseignant est mort, sacrifié sur l'autel d'une vindicte populaire qui s'est laissé emporter par les propos d'un parent d'élève dont il s'avère déjà que sa fille et lui-même ont vraisemblablement menti, à la fois sur la réalité des faits et sur la présence de la jeune fille en classe, le jour du cours incriminé. Cette triste réalité sonne d'autant plus amèrement qu'elle est l'ultime avatar d'une stratégie de mobilisation tous azimuts des réseaux sociaux sous couvert de lutte contre l'islamophobie. Des acteurs associatifs ont en effet été formés et ont formé une multitude de militants et de relais de terrain à une stratégie de confrontation avec les institutions publiques, directement issue de la stratégie du mouvement pour les droits civiques afro-américain. Leur modèle est Rosa Parks, cette militante noire américaine qui, en 1955, refusa de céder sa place à un passager blanc dans l'autobus où elle était assise. Leur stratégie possède ses mots clefs tels que l'*empowerment* – la « mise en capacité à agir » – ou encore le *community organizing*, la structuration d'une action collective dans le but de construire un rapport de force avec l'environnement. Les personnes et les organisations qui les ont formés ont mis entre leurs mains une arme de destruction massive en créant un véritable enfer pavé de « bonnes intentions ». L'action conduite par ces thuriféraires du mouvement afro-américain se situe sur le registre de la guerre totale. L'objectif n'est plus uniquement de mettre en évidence des discriminations subies par des citoyens français musulmans – ce qui est en soi tout à fait légitime –, mais de faire plier l'autorité politique à des revendications d'ajustement du droit commun au service d'une conception intégrale de l'identité religieuse musulmane. Depuis près de vingt ans, des associations pour la défense des droits épousent ainsi les contours de discours religieux présentant des attributs vestimentaires ou des conventions sociales très discutables comme consubstantielles de l'identité musulmane. Avec l'arrivée des réseaux sociaux et des nouveaux médias, les *community manager* et autres *community organizer* sont devenus le processeur de cette arme et ils possèdent deux charges très simples à activer. La première est celle de la « communauté de destin » que devraient former tous les musulmans. À cet effet, l'État français est présenté comme l'auteur conscient d'un racisme structurel qui a pour objectif d'éliminer tout attribut d'appartenance à l'islam de tous les champs de la vie sociale. Il faudrait donc que tous les musulmans soient solidaires des plus fondamentalistes d'entre-eux sous peine d'être les prochains passagers du train conduisant aux chambres de la destruction de l'identité religieuse de la « communauté ». La deuxième charge est l'utilisation du registre émotionnel, qui confine à la totale indécence. Des altercations banales, des conflits qui relèvent de simples faits divers et qui devraient se régler rapidement via un processus de médiation classique, sont désormais immédiatement filmés, mis en scène, aux fins d'attiser le ressentiment des membres de « La communauté ». Une simple touche d'émotion et l'appel à la solidarité communautaire

suffit à obtenir un large écho sur les réseaux sociaux. Malheureusement, dans la plupart des cas, la mèche se consume et déclenche l'explosif, provoquant son lot de déflagrations. Il y a eu des précédents ces dernières années, plusieurs tentatives de « tuer socialement » des personnes censées incarner ce racisme structurel. Le 28 août 2016, après que le responsable du restaurant Le Cénacle, à Tremblay-en-France, a refusé de servir deux femmes musulmanes voilées, un kit stratégique était relayé sur les réseaux sociaux, incitant à faire voir la réalité que les musulmans seraient supposés vivre en France, mais surtout à détruire la réputation du restaurant. Sur la base d'une vidéo tronquée qui a initialement circulé, on a créé un rapport de force basé sur le registre de la communauté de destin et de l'émotion, avant même que le fait ne soit porté devant les juridictions compétentes. L'année suivante, une coache d'un centre de fitness alsacien a subi un véritable harcèlement après un propos sur sa page facebook indiquant qu'elle s'inquiétait de l'augmentation du port du voile à Strasbourg. Là aussi, l'objectif était de « faire un exemple » pour tous en contraignant le centre à licencier son employée. La plainte déposée à l'encontre de cette dame a par la suite été classée sans suite par le procureur de la République. La liste illustrative de cette stratégie du rapport de force est suffisamment longue pour considérer que nous ne sommes pas face à un quelconque épiphénomène. Au contraire, elle pouvait laisser supposer un passage à l'acte, un jour ou l'autre, pour sauver l'honneur de la « communauté ». Les islamistes aux cheveux grisonnants n'ont jamais eu cette capacité de mobilisation ni ce rayonnement : derrière leurs associations et leurs instituts de formation, ils ont toujours peiné à élargir leur base militante directe et l'effectif de leurs membres. Mais au sein de leurs structures ils ont réussi à doter plusieurs générations de musulmans d'un socle idéologique suffisamment fort pour inciter certains d'entre-eux à se fédérer autour de l'idée d'une structuration communautaire et de l'ajustement de la loi commune à leur conception de l'identité religieuse musulmane. Les anciennes fédérations et autres plateformes ont fait long feu, la place est désormais aujourd'hui aux mobilisations en ligne et aux circuits intégrés qui permettent d'optimiser les ressources du champ social disponibles : politique, économique, intellectuel, etc. et bien entendu religieux. Le problème est que cette arme circule désormais entre les mains de musulmans *lambda* que l'on a transformés activistes d'une cause très critiquable, aux effets délétères et qui conduit désormais au pire.